

**La jeunesse « d'opposition »
en Russie**

...à la recherche d'alternatives politiques...

Laurent Vinatier

En partenariat avec l'Institut Thomas More (Bruxelles-Paris)
et le site Multipol.org

Septembre 2007

Laurent Vinatier, 31 ans, analyste politique, est spécialiste des affaires postsoviétiques. Auteur d'un premier ouvrage *L'islamisme en Asie centrale*, paru chez Armand Colin en 2002, il travaille aujourd'hui plus spécifiquement sur la Russie et le Caucase. Outre ses travaux de doctorat portant sur la diaspora tchéchène, il collabore régulièrement à diverses publications, dont *Géoéconomie*, *Politique Internationale*, *le Courrier des Pays de l'Est* et les *policy papers* de la Fondation Notre Europe. Vient de paraître chez Armand Colin son second ouvrage consacré à la guerre en Tchétchénie, *Russie : l'impasse tchéchène*. Il a fondé en avril 2007 à Bruxelles, le Project on Emerging Actors.

Le Project on Emerging Actors est une organisation non gouvernementale dédiée à la collecte, au traitement et à l'analyse d'informations internationales, qu'elle produit sous forme de courts rapports analytiques, au profit de commanditaires privés ou publics, institutionnels ou académiques.

Sur la base de ce cadre informatif et en collaboration avec d'autres structures similaires, le Project on Emerging Actors élabore alors, dans et selon les intérêts de l'Union européenne, une série de recommandations visant à un engagement européen concret et effectif sur la zone considérée.

Il peut éventuellement, dans les limites de ses possibilités, entreprendre des initiatives humanitaires, sociales, politiques ou économiques en faveur d'un ou plusieurs groupes d'acteurs locaux.

Contact : Laurent Vinatier ; laurent.vinatier@gmail.com

Cette étude est fondée sur des entretiens informels, menés à Moscou du 10 juillet au 10 août 2007, avec plusieurs jeunes journalistes, quelques chercheurs, deux députés de la Douma et la plupart des leaders des mouvements de jeunesse présentés ici. Les analyses proposées se rapportent essentiellement à des faits confirmés et recoupés au cours des diverses rencontres. L'interprétation générale ne saurait se défaire, cela dit, du ressenti de l'auteur sur le terrain, qui suit depuis plus d'une dizaine d'années les événements politiques, économiques et sociaux en Russie et dans toute cette région postsoviétique.

Reports available online in French and in English
www.institut-thomas-more.org and www.multipol.org

Project on Emerging Actors © 2007

Table des matières

Introduction	p.4
Etat des lieux : les mouvements de jeunesse en Russie.	p.6
Mouvements loyaux	p.6
Mouvements d'opposition	p.7
Essoufflement de la démocratie libérale	p.11
Les divisions intestines	p.11
Des structures marginalisées	p.12
Confusions à gauche : les illusions communistes et socialistes	p.14
La nouvelle social-démocratie russe	p.14
Les faux-semblants de Russie Juste	p.15
La réalité sociale-démocrate en Russie	p.16
Faiblesses politiques intrinsèques de l'idée nationaliste	p.18
Deux leaders aux stratégies ambiguës	p.18
Les dilemmes idéologiques du nationalisme	p.19
L'échec politique du nationalisme	p.20
L'opportunisme, source d'une alternance en Russie ?	p.21
Narod, une tentative nationale-démocrate	p.21
Sergueï Chargounov, l'opportunisme prometteur	p.23
Le SPS, à l'affût d'un renouveau libéral au Kremlin	p.24
Synthèse et recommandations	p.25

Introduction

Les révolutions colorées qui ont ébranlé certains régimes voisins de la Russie dans la première moitié de la décennie 2000 ont marqué les esprits au Kremlin. En Ukraine et en Géorgie surtout, mais aussi dans une certaine mesure au Kirghizstan, le rôle stratégique des mouvements de jeunes activistes politiques, moteur de la contestation, a fait naître à Moscou des craintes similaires quant aux potentialités de mobilisation d'une certaine jeunesse russe, plutôt éduquée, urbaine et proche des partis dits d'opposition libérale et démocratique, Iabloko et l'Union des Forces de Droite (SPS).

Les premiers mouvements apparaissent au début de l'année 2005. SMENA est créé dès janvier par de jeunes activistes tout juste revenus d'Ukraine où ils ont participé aux manifestations de la place de l'Indépendance et vécu au milieu des tentes orange. Puis très vite, au printemps, sont constituées les organisations Oborona (Défense), My (Nous) et Da ! (Oui !), parmi les plus dynamiques au cours des mois qui suivent. Elles attirent de nombreux jeunes militants et sympathisants des partis de l'opposition démocratique. Oborona par exemple est composée quasi équitablement de jeunes SPS et de jeunes Iabloko dont leur leader, Ilya Iachine, qui exerce une influence déterminante au sein du mouvement. Da !, de la même façon, dirigée par Maria Gaïdar, membre du SPS, fille de l'ancien Premier ministre libéral Egor Gaïdar, semble une annexe du parti. Quant à My, fondé par Roman Dobrokhotov, étudiant au MGIMO¹, il rassemble surtout les enfants d'une élite sociale et intellectuelle, souvent en mal d'aventures. L'opposition démocrate et libérale en Russie entre à cette époque en effervescence. Les jeunes, en multipliant les affiliations, renforcent leur engagement politique. Chaque structure, civile et politique, nouvelle ou plus classique, croît l'une avec l'autre, en soutien l'une de l'autre.

Les autorités fédérales à Moscou et leurs alliés régionaux ne tardent pas à réagir et organisent leurs propres groupes loyaux, véritables mouvements de masse, capables de mobiliser des milliers (voire des dizaines de milliers) de jeunes adultes et adolescents, à l'exemple des Nachi (les nôtres) et Molodaïa Guardia (la jeune Garde). Ceux-ci, profitant d'appuis financiers des administrations régionale et fédérale, prennent une importance considérable dès la fin 2005 et surtout en 2006. Leurs effectifs triplent ; leurs missions s'affinent ; leurs programmes produisent de premiers résultats. Ces mouvements s'imposent rapidement dans le paysage civil et politique de Russie. Véritables antichambres des réseaux du Kremlin, ils deviennent des passages obligés pour qui en région ou à Moscou souhaite embrasser facilement et avec succès une carrière publique.

En quelques années, la jeunesse russe dans sa diversité, ou du moins ses parties la plus éclairées, s'est vue intégrée au jeu politique et instrumentalisée, qu'elle soit proche de l'opposition ou de pouvoir. Dans le premier cas, elle est supposée constituer une force critique, dynamique et radicale, grossissant les rangs d'éventuelles manifestations de rue ; dans le second cas, elle est organisée en bastions de défense chargés d'assurer, le cas échéant, dans la rue également, le maintien du système en place.

¹ Université d'Etat installée à Moscou d'étude des relations internationales. Organe universitaire très prestigieux qui forme la future élite politique et diplomatique de Russie.

A l'été 2007, à quelques mois seulement de l'échéance législative de décembre et à moins d'un an du renouvellement présidentiel, puisque Vladimir Poutine ne paraît toujours pas disposé à changer la Constitution et se permettre un troisième mandat, cette dichotomie simpliste de la scène politique russe a perdu toute pertinence. Ce qui aurait pu être valable au début 2006, ne permet nullement de caractériser la situation un an plus tard. L'existence d'alternatives politiques au régime de Vladimir Poutine s'avère, pour le moins, incertaine. L'opposition classique, démocrate et libérale, n'est plus à même de jouer ce rôle. Il ne faut donc guère s'attendre dans l'immédiat à un rééquilibrage de la scène politique russe, contre le système de pouvoir omnipotent établi par le Kremlin.

Cette étude fait sienne l'excellente analyse proposée en 2004 par Françoise Daucé² qui montre que la Russie s'est choisie une certaine façon de faire de la politique, certes démocratique mais non libérale. Il s'agit ici de l'approfondir, en examinant la place des idées sur la scène politique russe. L'enjeu n'est pas tant de s'interroger sur le format d'une éventuelle opposition émergente, que sur les possibilités d'ouverture ou de fracture du régime poutinien.

- Quelles idées présentent encore un potentiel critique ?
- Lesquelles pourraient être à la base d'une future opposition, susceptible d'incarner une alternance ou de réintroduire les conditions d'un choix politique ?

Après un préambule caractérisant l'état d'activités des principaux mouvements de jeunesse de tous bords – précieux indicateurs du dynamisme idéologique d'un pays – la présente étude s'attachera à évaluer la réalité politique des courants d'idées en Russie aujourd'hui. Il pourrait être intéressant alors de présenter certains positionnements purement opportunistes et les conditions auxquelles ceux-ci pourraient faire sauter quelques verrous du système.

² Françoise Daucé, « Iabloko ou la défaite du libéralisme politique en Russie », *Critique internationale*, CERI, n°22, janvier 2004.

Les mouvements de jeunesse en Russie : état des lieux

L'état des mouvements de jeunesse apporte un éclairage utile sur la vie politique d'un pays. Par leur diversité et leur souplesse idéologique, par leur ambition populaire et radicalisme naturel, ils donnent à voir l'état des forces partisans, les courants d'idées à la mode ou les acteurs, futures personnalités, aux perspectives prometteuses. Ils sont un puissant révélateur de tendances plus profondes, qui ne sont pas forcément visibles ou abordables directement. La jeunesse politisée témoigne de la vigueur des confrontations et reclassements politiques du pays considéré. C'est un symptôme indiquant les tendances susceptibles de jouer à court terme un rôle de premier plan. Que sont donc devenus en Russie les groupes de 2005 ? Lesquels ont résisté ?

Les tableaux suivants donnent un aperçu détaillé des principaux mouvements de jeunesse en Russie actuellement.

Mouvements loyaux

Mouvements du Kremlin

	Nachi	Molodaïa Guardia	Mestnie (les locaux)
Création	Avril 2005	Printemps 2005	Printemps 2005
Leadership	Vassili Iakomenko, à la tête d'un conseil fédéral de 5 personnes.	Alexandre Borissov. Le leadership est diffusé entre le comité central, le conseil de coordination et le conseil politique ³ .	?
Activistes	10000 membres actifs. Autre personnalité : Nikita Borovikov.	15000 membres déclarés en avril 2007 contre la Marche du Désaccord.	5 membres actifs, mais 30000 jeunes mobilisables, à la condition d'une incitation financière.
Type d'activités	Actions de rue. Camp d'été, institut de formation. Programmes de modernisation sociale.	Actions de rue. Campagnes politiques.	Actions de rue, en soutien des Nachi.
Affiliation partisane	Aucune. Le mouvement ne rend compte qu'à Vladislav Sourkov ⁴ .	Russie Unie.	Aucune. Le mouvement ne relève que du gouverneur de Moscou, M. Grobov.
Sponsors financiers	Administration fédérale. Grosses entreprises hors secteur énergétique.	Administration fédérale.	Administration régionale de Moscou.

Ne sont retenus que les Nachi et la Molodaïa Guardia.

³ Les personnalités les plus influentes du mouvement siègent au moins dans deux instances sur ces trois principales. <http://www.molgvardia.ru/> Notamment Alexandre Borissov, Andreï Safronov et Andreï Tourchak.

⁴ Adjoint au chef de l'administration présidentielle, il est chargé de conceptualiser la politique de Vladimir Poutine. Par ailleurs, il est en charge du suivi de l'ensemble des affaires parlementaires.

Mouvements « sociaux-démocrates »

	Hourra	Pobeda (Victoire)
Création	Printemps 2007	Avril 2007
Leadership	Sergueï Chargounov, écrivain journaliste	Dmitri Goudkov, journaliste, fils du député Guenadi Goudkov.
Activistes	10000 membres actifs officiellement. Base : les jeunes de l'ancien parti Rodina (groupe Za Rodina).	50000 membres inscrits officiellement, en réalité peu de membres actifs. Base : les jeunes des anciens parti de la Vie et parti social-démocrate. Essentiellement les leaders de ces anciennes formations : Iouri Lopussov. Alexis Karpienko.
Types d'activités	Actions de rue. Campagnes médiatiques. Camp d'été. Le groupe n'existe que grâce à la renommée de son leader.	Participations à différents forums et organes de débat issus de la société civile. Activités largement fictives.
Affiliation partisane	Russie Juste	Russie Juste
Sponsors financiers	Parti Russie Juste. Hourra paraît relativement isolé et peu soutenu.	Parti Russie Juste + hommes d'affaires moscovites du réseau de Guenadi Goudkov.

Les deux mouvements sont traités dans l'étude.

Mouvements d'opposition**Communistes, extrême gauche**

	Levie Front (Front de gauche)	Avant-Guardia Krasnaïa Molodaïa (Jeunesse rouge d'Avant-garde)	Union des Jeunes communistes
Création	/	? – organisation active réellement depuis 2005.	/
Leadership	Ilya Panamarev	Sergueï Oudaltsov	?
Activistes	Communistes internationalistes, issus également de mouvements minoritaires (Union des jeunes Communistes de Russie) ⁵	1500 membres actifs. Renforcés souvent par les 5000 membres actifs du Parti national bolchevik.	2500 membres actifs, sur un total officiel de 35000 inscrits.
Types d'activités	Débats politiques au sein du Parti communiste, forte influence en régions.	Actions de rue. Membre du collectif « Une Autre Russie ».	Lutte d'influence en régions contre le « Levie Front »
Affiliation partisane	Contre la tendance majoritaire nationaliste au sein du Parti communiste de Russie (KPRF). Proche d'Ivan Melnikov, opposant au sein du parti.	Parti national bolchevik d'Edouard Limonov.	Soutien de Guenadi Ziouganov, leader du KPRF.
Sponsors financiers	?	Réseau d'Edouard Limonov.	?

N'est abordée au cours de cette étude que l'Avant-Guardia Krasnaïa Molodaïa (AKM).

⁵ Dirigée par Dacha Mitina, élue députée communiste en 2003. A ne pas confondre avec l'Union des jeunes Communistes, loyale à Guenadi Ziouganov.

Nationalistes

	DPNI Mouvement contre l'Immigration illégal	Narod (Peuple)
Création	Printemps 2002	Été 2007
Leadership	Alexandre Belov.	Alexis Navalnie (journaliste), Sergueï Gouliaev et Piotr Miloserdov (hommes politiques), Zahar Prilepen (écrivain, journaliste).
Activistes	Entre 3000 et 4000 membres actifs.	Le mouvement n'existe que par ses leaders. L'objectif est de constituer un pôle de rassemblement.
Types d'activités	Actions de rue. Monitoring et dénonciation d'immigrants illégaux. Campagne médiatique contre les méfaits dont se rendent responsables les étrangers illégaux en Russie. Services gratuits d'aides sociales : protection juridique et services de sécurité personnelle.	Campagne des primaires au sein d'« Une Autre Russie ». Participations individuelles des membres aux campagnes électorales pour les législatives (2007) et municipales (2008). Manifestations de rue : les membres à titre personnel participeront à la Marche russe et la Marche du Désaccord à l'automne 2007. Engagement partisan aux élections municipales de Moscou en mars 2008.
Affiliation partisane	Velika Russia, nouveau parti fondé par Dmitri Rogozine ⁶ .	Iabloko, mais très proche politiquement des propositions de Velika Russia.
Sponsors financiers	Sans doute des hommes d'affaires sensibles à la thématique nationaliste.	Peu de moyens encore.

Les deux mouvements sont traités dans l'étude.

Libéraux

	Jeunes SPS	Oborona	Narodno- demokratchnie Soyouz, Molodioje⁷
Création	/	Printemps 2005	Été 2006
Leadership	Il n'y a pas de leadership fédéral. Groupe de Moscou : influence d'Oleg Kozlovsky.	Oleg Kozlovsky, Ioulia Malachova, Nastia Karimova, Alexandre Khomoukaev, Micha Mourachov.	Ioulia Malachova
Activistes	Mouvement divisé entre les partisans d'une négociation avec le Kremlin (ligne du parti SPS) et ceux refusant tout contact avec les autorités. Peu de membres actifs.	Une centaine de membres actifs pour toute la Russie.	Un millier de membres actifs. La plupart sont très jeunes. Chiffre sans doute largement exagéré.
Types d'activités	Mouvement paralysé. Projet de réorganisation au niveau fédéral des Jeunes SPS restés loyaux au parti. Initiatrice : Natalia Chavchoukova. Observation électorale. Manifestations contre le processus de succession.	Mouvement en perte de vitesse. Actions de rue dans le cadre du collectif « Une Autre Russie ».	Peu d'activités prévues, éclipsées par les actions du collectif « Une Autre Russie », dont le mouvement n'est plus membre depuis juillet 2007. Campagne électorale pour la présidentielle de mars 2008, en faveur de Mikhaïl Kassianov.

⁶ Homme politique russe, l'un des leaders nationalistes.

⁷ Les Jeunes de l'Union démocratique et populaire. Le parti Union démocratique et populaire est la plateforme électorale de Mikhaïl Kassianov, ancien Premier ministre de Russie et candidat officieux (encore) à l'élection présidentielle de mars 2008.

Affiliation partisane	SPS. Sinon, les jeunes SPS dissidents se partagent entre Mikhaïl Kassianov et le collectif « Une Autre Russie ».	Aucune. A refusé de prendre position dans le cadre des primaires au sein d'« Une Autre Russie ».	Narodno-demokratichnie Soyouz, parti dirigé par Mikhaïl Kassianov.
Sponsors financiers	SPS, en particulier Anatoli Tchoubaï ⁸ .	Financements quasiment inexistant, sans doute étrangers.	Réseau de soutien autour de Mikhaïl Kassianov, notamment l'oligarque Oleg Deripaska, magnat de l'aluminium russe.

Les trois mouvements sont traités dans l'étude.

Démocrates

	Jeunes Iabloko	SMENA	Da	My
Création	1995. Conseil fédéral formé en 2005.	Hiver 2005	Printemps 2005	Printemps 2005
Leadership	Ilya Iachine, Alexandre Chouchev, Olga Vlassova ⁹	Mouvement horizontal, sans organe directeur. Personnalité influente : Stanislav Iakovlev.	Maria Gaïdar.	Roman Dobrokhotov
Activistes	Peu de membres actifs, faible capacité de mobilisation.	Peu de membres actifs (environ 50)	Peu de membres actifs. Le mouvement ne tient que par l'engagement et le réseau de Maria Gaïdar.	Le mouvement a quasiment disparu.
Types d'activités	Campagne électorale pour Iabloko. Les membres actifs se sont associés à titre individuel au collectif « Une Autre Russie ».	Manifestations de rue, assez ponctuelles contre les abus du pouvoir ¹⁰ . Membre du collectif « Une Autre Russie ».	Campagne électorale pour les municipales de Moscou en mars 2008. Débats étudiants.	
Affiliation partisane	Iabloko	Front civil uni, parti dirigé par Garri Kasparov. A soutenu Viktor Guerachtchenko ¹¹ pour les primaires au sein du collectif.	Iabloko.	
Sponsors financiers	Réseau de Grigori Iavlinski, leader du parti Iabloko.	Réseau de Garri Kasparov, parmi certains hommes d'affaire moscovites.	Moyennes entreprises, issues sans doute du réseau de connaissances d'Egor Gaïdar.	

Ne sont abordés dans cette étude que les mouvements « Jeunes Iabloko », SMENA et Da.

⁸ Personnalité politique très influente au cours des années 1990, il a mené les principales réformes économiques de la nouvelle Russie capitaliste, notamment la privatisation des industries. Particulièrement impopulaire pour cette raison aux yeux du grand public qui a beaucoup pâti de ce libéralisme sauvage, il se tient en retrait de l'avant-scène politique russe. Il dirige aujourd'hui le monopole de distribution d'électricité. Cela dit, il garde une influence considérable sur le parti SPS notamment par le biais de son bras Leonid Gozman, l'un des dirigeants du parti.

⁹ Ces trois personnes composent le Conseil fédéral des Jeunes Iabloko. Chacun représente une délégation régionale : Iachine pour Moscou, Chouchev pour Saint-Pétersbourg et Vlassova pour Ekaterinbourg.

¹⁰ Il s'agit en d'autres termes d'aider certaines personnes, menacées par l'administration, à défendre leurs droits.

¹¹ Ancien directeur de la Banque centrale de Russie, candidat à la candidature unique en septembre 2007 au sein du collectif d'opposition au président Poutine, « Une Autre Russie ».

En Russie, comme ailleurs, les mouvements de jeunesse sont au service d'hommes et de partis, dont la capacité décisionnelle et d'initiatives pèse directement sur la scène politique. Ils ne sont que les instruments de jeux d'influence, réduits bien souvent à une fonction de communication, si ce n'est de propagande. Il reste que leur vigueur, leurs ressources (humaines et financières), ainsi que leur mode opératoire donnent de précieuses indications sur l'état des forces politiques dans le pays.

- Les mouvements de jeunesse pro-Kremlin dominant largement la rue et la société dite civile de Russie. Ils sont des instruments de propagande et de mobilisation politiques particulièrement efficaces, capables de garantir, en mars 2008, une succession sans surprise.
- Les quelques organisations jeunes, indépendantes affiliées plus ou moins directement aux partis d'opposition démocrate et libérale se sont rapidement essouffées. Il est vrai que le Kremlin, depuis 2000, n'a pas facilité l'expression d'avis diversifiés et la constitution de structures indépendantes. Mais celles-ci non plus n'ont pas su proposer d'alternatives politiques crédibles.

Incarnée aujourd'hui par le groupe « Une Autre Russie »¹², que mène le binôme paradoxal – Garri Kasparov et Edouard Limonov du Parti national bolchevik – cette opposition issue de l'effervescence orange devrait, sauf événement inattendu, ne jouer qu'un rôle mineur dans les campagnes électorales à venir, législative (décembre 2007) et présidentielle (mars 2008).

- Les reclassements politiques, à gauche, notamment au sein du magma nationaliste et socialiste, ont fait émerger des forces politiques nouvelles, dont le Mouvement (jeune) contre l'Immigration illégale (DPNI) n'est pas des moindres. Certaines s'avèrent encore très dépendantes du Kremlin ; d'autres cependant pourraient gagner en autonomie et influencer largement le cours de la politique russe.

Les analyses séquencées qui suivent, chacune consacrée à une tendance politique majeure de la vie politique russe aujourd'hui, ne se limitent pas ainsi aux mouvements de jeunes. Ceux-là ne font qu'illustrer ou révéler les réalités politiques russes proposées ici.

¹² Ce collectif informel constitué en juillet 2006 en marge du sommet du G8 à Saint-Petersbourg, rassemble des représentants de divers mouvements politiques et de défense des droits de l'Homme. Il vise à mettre fin « au revirement anticonstitutionnel rampant en Russie » et « à la réduction des droits constitutionnels des citoyens ».

Essoufflement de la démocratie libérale

Depuis l'ère Eltsine, aux yeux de la population russe, l'idée de démocratie est associée au désordre politique, à l'instabilité gouvernementale, aux abus de pouvoir et à la défense des intérêts d'une minorité. L'idée libérale, quant à elle, n'est entendue que dans son acception économique et assimilée au capitalisme sauvage du début des années 90, qu'incarne toujours Anatoli Tchoubaïs. Cela dit, les électeurs ne paraissent guère hostiles à une démocratie russe, plus autoritaire, mieux ordonnées, synthétisée par Vladislav Sourkov¹³ en « démocratie souveraine ». En effet, la plupart d'entre eux, en soutenant Vladimir Poutine, sont convaincus de voter pour une certaine forme de démocratie, qui, par ailleurs, existe réellement. Les mécanismes électoraux minimums, suffrage universel et régularité électorale, sont effectivement maintenus. Dans la représentation populaire, cette démocratie suffit. Revenir aux partis démocrates libéraux « classiques » en Russie, à savoir essentiellement Iabloko et le SPS, serait prendre le risque d'un retour à l'anarchie des années 90, qui remettrait en cause la lente et constante amélioration des conditions de vie de chacun depuis plusieurs années.

Les divisions intestines

Les partis eux-mêmes ainsi que certains groupes jeunes apparus en 2005 ne sauraient cependant être exempts de toute responsabilité à l'égard de l'épuisement démocrate libéral. Les divisions intestines du camp démocrate ont largement pesé sur la vigueur et la crédibilité du mouvement. Au sein d'Oborona par exemple, le mélange des militants SPS et Iabloko a fini par provoquer une crise qui s'est soldée par l'exclusion d'Ilya Iachine, leader des Jeunes Iabloko. Depuis, le groupe est quasiment devenu une annexe du SPS et des Jeunes SPS sans réelle valeur ajoutée. Le parti Iabloko, quant à lui, a toujours été partagé entre une tendance assez radicale, favorisant l'opposition frontale et systématique au Kremlin et un groupe plus modéré, cherchant à négocier avec les autorités un début de réintégration dans le jeu politique. Cette lutte d'influence entre d'une part, les radicaux, Sergueï Mitrokhine et Ilya Iachine, et d'autre part Sergueï Ivanenko (vice-Président de Iabloko) et Sergueï Papov (député Iabloko à la Douma), durent aujourd'hui encore et grèvent la cohérence stratégique de la formation démocrate.

Les seconds tendent actuellement à l'emporter. Il a semblé indispensable à l'approche des élections législatives de décembre, et compte tenu de l'échec¹⁴ de 2003, de choisir entre la survie politique et la fermeté idéologique. Ainsi, Sergueï Ivanenko pour Iabloko tente d'obtenir de Vladislav Sourkov la possibilité d'envoyer quelques députés à la prochaine Douma. Le SPS, de son côté, est engagé dans une négociation similaire, qui est précisément à l'origine de la dissidence des Jeunes SPS Moscou et de la démission d'Oleg Kozlovsky, leur leader. Mais il est difficile en Russie de procéder autrement. Les élections de manière générale sont cadrées au Kremlin : certains partis sont pressentis pour siéger, d'autres non. Le discours idéologique passe nécessairement après d'élémentaires considérations politiciennes, au nom de la survie du parti. Iabloko et SPS, au moins leurs organes dirigeants, cherchent désormais non plus à proposer une autre politique mais bien à réintégrer l'arène électorale.

¹³ Il est au Kremlin le principal gestionnaire des relations entre les partis et le pouvoir en Russie.

¹⁴ Iabloko et le SPS n'avaient pas dépassé la barre des 7% pour entrer à la Douma. Les deux partis n'avaient pu qu'envoyer une poignée de députés élus au scrutin majoritaire.

Des structures marginalisées

La démocratie libérale en Russie ne paraît ainsi guère prometteuse, à la veille d'échéances électorales majeures qui auront un impact certain sur la pérennité des partis et mouvements qui l'incarnent :

- Les partis Iabloko et SPS attendent les résultats de leur négociation respective avec le pouvoir. Ils se tiennent donc à l'écart du collectif « Une Autre Russie » et n'ont pris aucune part par exemple au processus des primaires organisé en septembre qui devait aboutir à la désignation d'un candidat unique de l'opposition dans la perspective de l'élection présidentielle en mars 2008.

Ils ne retrouveront sans doute une activité normale d'opposition qu'au début 2008. Cela dit, s'ils sont de nouveau exclus de la Douma, il sera difficile de garder une crédibilité politique vis-à-vis de l'électorat.

- Les Jeunes Iabloko d'Ilya Iachine sont contraints également à une certaine retenue. Le mouvement n'a a priori prévu aucune manifestation de rue pour l'automne. Ses membres à titre individuel devraient seulement participer aux manifestations du collectif « Une Autre Russie » ; ils ne s'associeront pas politiquement au processus politique engagé par ce groupe. Selon les mots d'Ilya Iachine, il faut attendre « le passage de témoin de Vladimir Poutine à son héritier en espérant que le système alors commence à se fissurer¹⁵ ».
- Oborona, annexe des Jeunes du SPS, est paralysé par la double affiliation de ses leaders. Ceux-là, semble-t-il, hésitent à totalement rompre avec le parti SPS. Oleg Kozlovsky, personnalité influente d'Oborona et des Jeunes SPS, ne cachent pas avoir gardé des contacts avec certains membres de la structure fédérale. Leurs activités, en sommeil, se résument en fait à celles du collectif « Une Autre Russie ». Ils n'y ont cependant aucune possibilité d'initiative et ne pèsent d'aucun poids. Leurs troupes sont réduites, à Moscou, à la portion congrue d'une douzaine ou quinzaine de membres. De même, leur positionnement politique au sein d'« une Autre Russie » ne permet d'exercer aucune influence : Oborona a par exemple décidé pour les primaires de ne pas soutenir spécifiquement de candidat mais rejoindre celui qui sera choisi.
- La participation démocrate libérale au collectif « Une Autre Russie » ne saurait donc constituer une force significative. Iabloko et le SPS poursuivent leur propre stratégie. Oborona ne compte plus. SMENA, autre mouvement de jeune, ne peut aligner qu'une cinquantaine de personnes. Quant aux trois personnalités sensées garantir la tonalité démocratique et libérale du groupe¹⁶, seul reste Garri Kasparov. Mikhaïl Kassianov a quitté le collectif début juillet et se prépare à se présenter à l'élection présidentielle quelque soit le résultat des primaires du collectif « Une Autre Russie ». Quant à Vladimir Ryzhkov, il semble se rapprocher du SPS ; il serait question qu'il compose, avec Boris Nemtsov et Nikita Belykh, la nouvelle troïka dirigeante du parti.
- Le groupe « Une Autre Russie » ne tient au fond plus que par la mobilisation de l'extrême gauche, notamment le Parti national bolchevik (NBP) d'Edouard Limonov et l'Avant-Guardia Krasnaïa Molodaïa (AKM) de Sergueï Oudaltsov. Ces formations organisent et mobilisent le collectif. En avril dernier par exemple, la demande de permission pour la Marche du Désaccord à Moscou a été déposée par trois personnalités de ces mouvements dont Sergueï Oudaltsov. De même, il est assez significatif de noter qu'Ilya Iachine régulièrement s'associe personnellement aux actions de l'AKM et du NBP, leurs initiatives étant les seules occasions de s'opposer efficacement.

¹⁵ Entretien de l'auteur, Moscou, 20 juillet 2007

¹⁶ Garri Kasparov, Mikhaïl Kassianov, Vladimir Ryzhkov, député indépendant de la Douma.

Sans ces mouvements imposants pouvant réunir plusieurs milliers de personnes dans la rue, le collectif « Une Autre Russie » serait, à l'évidence, un groupuscule marginal démocrate libéral. Garri Kasparov est un général sans troupes. Ce n'est pas sa victoire le 30 septembre 2007, à une large majorité certes, lors du Congrès extraordinaire du collectif chargé de la désignation d'un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle de mars 2008, qui fait une différence significative. Elu par près de 400 représentants régionaux sur 500 présents, opposé à Mikhaïl Kassianov, Viktor Guerachtchenko, Vladimir Ryzhkov et deux figures quasi inconnues, Boris Vinogradov et Sergueï Gouliaev, il ne doit son succès qu'à sa renommée internationale, sa popularité nationale et surtout à sa neutralité politique, à la différence de Kassianov ou Ryzhkov, qui apparaissent assez influencés par des idées proches du SPS. En somme il était la seule personnalité à pouvoir fédérer les tendances disparates du collectif « Une Autre Russie » s'étendant des libéraux aux nationaux bolcheviks d'Edouard Limonov. Il ne parviendra pas cependant à réunir toute l'opposition ou dite opposition sur son nom. Il ne sera qu'un candidat parmi les prétendants traditionnels ou déjà déclarés, à savoir, on l'a vu, Mikhaïl Kassianov, Grigori Iavlinski et Guenadi Ziouganov du KPRF (Parti communiste).

Confusions à gauche : les illusions communistes et socialistes

L'extrême gauche significative, essentiellement le NBP et l'AKM, ne sauraient constituer une option idéologique alternative crédible. En dépit de leur indéniable succès populaire et leur capacité de mobilisation, leur programme politique relève d'un autre temps et ne correspond en rien aux besoins généraux de la population. Il serait catastrophique de surcroît pour la bonne santé économique du pays, qui, sur la base du niveau élevé du prix des hydrocarbures, attend un développement bancaire et industriel privé, à même d'assurer une part des investissements productifs indispensables au maintien de la croissance économique. La place de l'extrême gauche au sein du groupe « Une Autre Russie » ne tient qu'à sa posture critique, opposée au système poutinien. Cette alliance vise à contrer le régime, le détruire si nécessaire, pour rétablir les conditions d'une libre concurrence politique. L'enjeu immédiat actuel n'est pas le débat politique en lui-même mais les conditions du débat. Dès lors, l'extrême gauche devient un acteur incontournable. Il en sera différemment une fois cette étape accomplie.

Les Communistes du KPRF, quant à eux, ne présentent plus, depuis longtemps, de modèle politique alternatif. Celui-ci ne saurait prendre en compte de toute façon la nouvelle économie globalisée. Le KPRF s'en tient à un discours populiste, destiné à préserver ses bastions électoraux, de manière à continuer à peser sur la scène politique russe. Son seul souci est de conserver quelques dizaines d'élus à la Douma. Cela nécessite un savant équilibre entre populisme d'opposition au parti du pouvoir, Russie Unie, et démonstrations de loyauté. Le KPRF est ainsi engagé dans une semi opposition. Il collabore avec le pouvoir non pas sur la base d'idées politiques à faire valoir, mais pour conserver des acquis et rentes d'influence. L'idéologie, là encore, a été abandonnée au profit de la survie politique. Le parti semble avoir renoncé en somme à la conquête du pouvoir.

La nouvelle social-démocratie russe

Reste l'idée socialiste ou sociale-démocrate, qui depuis 1991 a été revendiquée par une myriade de minuscules partis, allant du parti social-démocrate de Mikhaïl Gorbatchev repris par Vladimir Kichenine, député de la Douma, ancien du KGB, jusqu'au Parti de la Vie fondé au début des années 2000 par Sergueï Mironov¹⁷ en passant par de nombreuses autres structures qui alliaient dans leur grande majorité, discours patriotique voire nationaliste et programme socialiste, à l'instar du Parti populaire de Guenadi Goudkov ou de Rodina de Dmitri Rogozine et de Sergueï Glazeev¹⁸.

Le nouveau parti Russie Juste, créé au second semestre 2006 du rassemblement de Rodina, du Parti de la Vie et du parti des Retraités, doit opérer la synthèse et incarner une social-démocratie russe renouvelée. Son programme général ou plateforme politique du parti, publié en avril 2007, se révèle particulièrement éloquent quant à ses priorités :

- Justice sociale : assurer à tous un avenir ;
- égalité des droits et des libertés : protection de tous et liberté de choisir ;

¹⁷ Président du Conseil de la Fédération, Chambre haute du système parlementaire bicaméral de Russie.

¹⁸ Economiste brillant, il a été proche du Parti communiste au cours des années 1990. Sensible au discours patriotique, il tend à incarner aujourd'hui une voie originale entre social-démocratie et nationalisme.

- solidarité entre les générations ;
- sécurité sociale : assurer à tous un travail, la possibilité de recevoir une éducation ;
- valorisation du patriotisme ;
- responsabilisation de l'Etat vis-à-vis des citoyens ;
- promotion de la démocratie¹⁹.

Ce parti, voulu par Vladimir Poutine, est conçu pour s'opposer au parti Russie Unie, considéré par tous les observateurs russes et étrangers, comme le parti du président. Pour autant, il ne semble pas que ce soit l'idée sociale-démocrate qui fonde l'antagonisme.

Les faux-semblants de Russie Juste

Il peut être pertinent de tenter de caractériser la vacuité idéologique du parti Russie Juste.

- Il suffit d'abord de se reporter aux initiatives et projets des nouveaux mouvements de jeunesse affiliés au parti, en particulier Pobeda dirigé par Dmitri Goudkov.

Le projet « ville jeune » qui consiste à réunir plusieurs milliers de couples au sein d'une coopération pour faire pression sur les autorités locales en vue d'obtenir un terrain à construire, n'a rien de déterminant politiquement. Il correspond certes à un besoin social essentiel de logement, mais c'est loin d'être un enjeu majeur de la société russe aujourd'hui. Par ailleurs, il ne paraît pas très réaliste. Pour exister et peser réellement, Dmitri Goudkov considère que la coopérative devrait rassembler près de 5000 jeunes couples...

Sinon l'une des actions pour l'été était d'établir un comparatif des vacances des Russes les plus riches et celles des plus pauvres.

Par ailleurs Dmitri Goudkov, dont le père, Guenadi Goudkov est une personnalité influente du parti, est à l'origine de nombreux autres projets qui n'ont aucune réalité pratique et donc politique. Il est ainsi l'un des principaux fondateurs en 2005 de la Chambre civile de la Jeunesse²⁰, qui double en fait la Chambre civile établie par Vladimir Poutine en septembre 2005. Celle-ci doit produire des avis sur les projets de loi avant leur passage à la Douma. Ce doublon à vocation uniquement consultative n'a même pas encore obtenu son enregistrement officiel auprès du ministère de la Justice. Dans le même ordre d'idée, il travaille actuellement à la création de l'Association jeune de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et l'Association jeune des Etats de la CEI, qui, par définition, ne peuvent avoir aucune pertinence politique dans la mesure où ces instances ne valent que par leur fonction d'espaces de dialogue diplomatique à très haut niveau. Les « jeunes » sans responsabilités n'ont rien à voir ici.

L'autre mouvement de jeunesse, Hourra de Sergueï Chargounov, paraît beaucoup plus isolé au sein de Russie Juste. Ses actions d'une tonalité politique différente et plus significative ne sauraient donc être mises à l'avantage du parti. Elles rendent compte davantage d'un positionnement original du leader et seront abordées dans la dernière partie.

¹⁹ Synthèse des points principaux du programme présentés en page 2 de la plateforme politique 2007 du parti Russie Juste.

²⁰ Elle réunit les principaux leaders des mouvements et partis de jeunesse en Russie, ainsi que de jeunes professionnels issus de tous les secteurs d'activités (journalistes, hommes d'affaires, scientifiques, médecins...). Il y aurait 37 ou 39 membres au total. La moitié aurait déjà rejoint Pobeda.

- Le parti Russie Juste ne peut faire valoir ensuite aucune caution socialiste ou sociale-démocrate. Aucun de ses membres, notamment les prétendants au leadership, n'ont l'autorité et la reconnaissance populaire qu'il faut pour rendre crédible un tel engagement idéologique. La seule personnalité politique de Russie, respectée pour ses convictions « de gauche », correspondant au profil social-démocrate, à savoir Sergueï Glazeev, n'est pas inclus dans le projet. Il a été certes invité à rejoindre le parti mais le Kremlin s'y est opposé. Il jouit pourtant d'une excellente réputation au sein de l'électorat. Il est apprécié pour son honnêteté et sa rigueur intellectuelle, qui l'ont préservé de nombreuses compromissions. Il aurait ainsi sans doute donné au parti une véritable épaisseur politique.

Russie Juste, de la même façon, qui cherche des gages d'indépendance, a tenté de recruter Vladimir Ryzhkov. Il n'est pas facile de savoir qui, du Kremlin ou de l'intéressé, a refusé.

Russie Juste souffre ainsi d'un manque d'autorité, au sens de fiabilité. Ses leaders ne représentent rien en eux-mêmes et il est dès lors difficile de croire aux perspectives nouvelles qu'ils promettent.

La réalité « sociale-démocrate » en Russie

La réalité de Russie Juste n'est manifestement pas idéologique, ni même politique. Sa raison d'être semble plutôt liée à des rivalités d'influence entre groupes ou réseaux d'intérêts agissant au et autour du Kremlin.

Il est acquis et bien connu, que ce nouveau parti a été, au moins partiellement, constitué contre Vladislav Sourkov qui n'a pas eu son mot à dire dans ce processus et qui s'est vu imposer à la tête de la formation Sergueï Mironov qu'il n'apprécie pas vraiment. Par ailleurs, Russie Juste étant destiné à incarner une opposition au parti Russie Unie, le projet a pu également viser Boris Gryzlov²¹. Ainsi, compte tenu des relations privilégiées de Sergueï Mironov et d'Igor Setchine²², de l'association remarquée entre Viktor Ivanov²³ et Boris Gryzlov, et du relatif isolement de Vladislav Sourkov²⁴, il apparaît que ce projet politique a surtout servi, dans la course à la succession présidentielle, à valoriser la stratégie du tandem Setchine/Mironov contre d'autres.

A la lumière d'informations croisées, il se dégage au moins trois stratégies ou trois groupes, chacun présentant sa propre option pour la succession de Vladimir Poutine en mars 2008.

- Option de Viktor Ivanov, associé à Nikolaï Patrouchev, directeur des services de sécurité intérieure de Russie (FSB).
Ceux-là voudraient que Boris Gryzlov, aisément manipulable, accède à la présidence. Vladimir Poutine agirait dans l'ombre au sein du Conseil de Sécurité.
- Groupe constitué autour de Dmitri Medvedev²⁵, qui comprend les deux ministres libéraux, Alexis Koudrine (finances) et German Gref (développement économique et commerce), Anatoli Tchoubaïs et les principaux oligarques. Vladislav Sourkov en serait proche également.

²¹ Président du parti Russie Unie et par extension de la Douma.

²² Adjoint au chef de l'administration présidentielle.

²³ Conseiller de Vladimir Poutine, il fait partie du premier cercle des fidèles.

²⁴ Que l'on dit cependant assez proche des juristes et libéraux de Saint-Pétersbourg qui ont soutenu l'option Dmitri Medvedev, en retrait aujourd'hui.

²⁵ Premier vice-Premier ministre du gouvernement de Russie, candidat pressenti à la succession de Vladimir Poutine.

Devant l'affaiblissement de la candidature de Medvedev, ceux-là se seraient rabattus sur Sergueï Narichkine, aujourd'hui vice-Premier ministre chargé du commerce extérieur.

- Option d'Igor Setchine, qui soutient Sergueï Mironov pour la présidence.

L'idée serait alors d'initier une réforme constitutionnelle en Russie, établissant un véritable régime parlementaire qui permettrait à Vladimir Poutine d'occuper le tout-puissant poste de Premier ministre.

Cette dernière possibilité est actuellement débattue au sein du parti Russie Juste, Sergueï Mironov s'étant apparemment déjà déclaré en faveur d'un renforcement du contrôle parlementaire.

La récente déclaration du Président Poutine le 1^{er} octobre 2007, qu'il conduira la liste du parti Russie Unie aux prochaines élections législatives, tend à plutôt confirmer la troisième option stratégique. Vladimir Poutine, manifestement, n'entend pas rester en retrait de la vie politique après 2008. Deviendra-t-il Premier ministre ou agira-t-il depuis la présidence du principal parti de Russie ? Quelles pourront être ses relations avec le prochain président de Russie, dont la fonction risque bien d'être vidée de sa substance ? Les options 1 et 2 ne sauraient donc être exclues : rien n'est dit encore sur la personnalité et l'envergure politique du prochain président.

Faiblesses politiques intrinsèques de l'idée nationaliste

Le nationalisme en Russie est une idée en vogue, largement répandue comme un sentiment diffus dans toutes les couches sociales et toutes les régions de la Fédération. Politiquement cependant, elle n'a pas le succès escompté.

Deux leaders aux stratégies ambiguës

L'idée nationaliste est incarnée sur la scène politique par deux personnalités fortes, au charisme évident : Dmitri Rogozine et Sergueï Babourine, dont la popularité tient certes et sans aucun doute à leur talent oratoire mais surtout aussi à la constance de leur engagement depuis 1991²⁶. Ces deux leaders, cependant, ne sont pas exempts d'ambiguïtés, qui empêchent la consolidation politique effective d'une tendance nationaliste homogène.

Sergueï Babourine d'abord, depuis les élections de 1995, où il se présente pour la première fois, s'est toujours tenu à l'écart d'un parti ou d'une alliance électorale nationaliste s'opposant explicitement au Kremlin. A l'époque, il était resté en dehors du bloc électoral constitué autour du Congrès des Communautés russes et emmené par le général Lebed. En 2003, il s'est engagé dans Rodina qui, avec le parachutage, organisé au Kremlin, de Dmitri Rogozine, avait perdu son potentiel d'opposition. En 2005 enfin, il est exclu de Rodina au terme d'un obscur jeu d'influence²⁷ contre Rogozine qui tend à prendre des positions de plus en plus indépendantes du Kremlin. C'est à cette période notamment que ce dernier entame une grève de la faim en faveur du mouvement des retraités. Depuis, Sergueï Babourine dirige son propre petit parti, Narodnie Soyouz (l'Union populaire), officiellement enregistré, qui ne peut prétendre rassembler que 1 ou 2% des votes. Sa loyauté à l'Etat ou le sens patriotique, l'a en somme toujours emporté sur la tentation de développer un réel mouvement nationaliste d'opposition.

Dmitri Rogozine, de la même façon, ne saurait être considéré comme un opposant sincère au Kremlin, sur la base du nationalisme. C'est un homme du système, de la nomenklatura : son père était un haut fonctionnaire soviétique. Sa seule ambition est l'accession au pouvoir. L'option nationaliste lui a paru au début de la décennie 90 un tremplin utile et populaire, et il y a concentré ses forces. Pendant toutes ces années, il a été en négociation permanente avec les autorités. La Russie de Vladimir Poutine étant plus sensible à la thématique nationaliste que sous Boris Eltsine, Dmitri Rogozine a finalement obtenu un mandat de député à la Douma, assorti de la présidence de la commission des Affaires internationales, de la direction de la délégation russe au Conseil de l'Europe et de la représentation du Président russe auprès des Etats baltes. Il attendait à l'été 2004, à l'issue de la réélection de Vladimir Poutine, un poste de ministre en récompense de sa loyauté, qui n'est pas venu. Dès lors il a cherché à jouer sa carte personnelle nationaliste et fait monter les enchères avec le Kremlin par le biais du mouvement des retraités. Il était prêt au début 2006 à s'engager dans une opposition frontale. Mais il n'a pas osé défier les menaces contre lui venues d'en haut et a dû modérer ses ardeurs, en annonçant, en avril 2006, son retrait momentané de la scène politique. Aujourd'hui, à l'approche des élections de 2007, il reprend l'initiative et fonde

²⁶ Les deux hommes à cette date, ont fait de l'effondrement soviétique la base d'un nouveau discours politique visant à organiser le retour des Russes ou compatriotes, au sens civique du terme, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens d'un autre Etat de la CEI dont les racines nationales se trouvent en Fédération de Russie. Le Congrès des Communautés russes, fondé par Rogozine en 1992, est précisément établi à cette fin.

²⁷ L'un et l'autre s'accusent alors de trop se compromettre avec le Kremlin.

un nouveau parti à la tonalité nationaliste assez radicale, Velika Russia, avec un fasciste russe notoire, Andreï Sovolev et le Mouvement civil contre l'Immigration illégale (DPNI) d'Alexandre Belov. L'option de la radicalisation paraît cependant purement tactique : les négociations de Rogozine avec le Kremlin sont simplement relancées. Celui-ci, qui n'a pas perdu, loin de là, tous ses contacts au sein de l'administration présidentielle, notamment avec Igor Setchine et Viktor Ivanov, dont il serait proche, attend un signe ou une proposition²⁸. Ainsi, ce récent positionnement, qui s'appuie sur des mouvements contestataires, très actifs et déterminés, DPNI essentiellement, n'a rien de dangereux ni même de définitif. Dmitri Rogozine ne devrait pas assumer jusqu'au bout cette prise de partie. Cette formation partisane n'est qu'un nouvel instrument au service de sa stratégie. Cela dit, DPNI en lui-même demeure, avec ou sans Rogozine, un acteur à part entière, capable de mobiliser plusieurs milliers de personnes, avec lequel il faudra compter à l'avenir.

Les dilemmes idéologiques du nationalisme

L'idéologie nationaliste se heurte à deux dilemmes conceptuels qui nuisent à sa cohérence et à sa traduction efficace en termes électoraux. Le nationalisme russe, d'une part, envisage une Russie puissante, « décomplexée » qui saurait se faire respecter sur la scène mondiale. D'autre part, il tend à intégrer de plus en plus la question et le danger de l'immigration non maîtrisée en provenance d'Asie centrale, du Caucase Sud, d'Asie du Sud Est mais aussi de Chine.

Le premier dilemme nationaliste se pose ainsi très clairement : comment concilier cette volonté de puissance internationale avec la gestion de cette immigration envahissante ? En effet, la Russie ne peut s'affirmer par définition que par rapport aux états et entités dominant la scène mondiale, à savoir les Etats-Unis et dans une moindre mesure l'Union européenne, alors que ceux-là seront ses alliés objectifs face aux menaces venant des pays du Sud et de la Chine en particulier. La Russie est donc amenée à s'opposer à ses futurs partenaires. C'est un paradoxe idéologique que DPNI par exemple n'a pas encore levé, même si ses dirigeants en sont conscients et déclarent avoir déjà opté pour une alliance des pays du Nord. Alexandre Belov ainsi considère que la Russie ne devrait pas répondre aux installations de missiles américains en Pologne et République tchèque, mais approfondir au contraire les terrains d'entente avec l'OTAN. Il pense même qu'il serait bon qu'à terme la Fédération intègre l'Union européenne²⁹. Ses troupes cependant et le sentiment majoritaire en Russie sont loin de telles propositions.

Le second dilemme a plutôt à voir avec les relations interethniques au sein de la Fédération. Dans le contexte des guerres de Tchétchénie, le discours nationaliste classique, qui veut privilégier les citoyens russes, entendus au sens civique ou territorial, par rapport aux migrants étrangers, s'est affiné. Il s'agit aussi à l'intérieur, dans certains lieux de conflits, de défendre les Russes ethniques. Ainsi, cette dimension russe plus restrictive n'est jamais totalement absente non plus des positionnements nationalistes citoyens apparemment consensuels. De là à réclamer la promotion de l'ethnie dominante, il n'y a qu'un pas que les groupes de la mouvance nationaliste pourraient aisément franchir. La méfiance récurrente à l'égard des Tchétchènes (pourtant citoyens de la Fédération de Russie), que les échauffourées et problèmes de délinquance dans certaines villes de province attisent, laisse penser que ce processus déviant est déjà en cours. Dès lors, outre les effets de racisme, c'est l'ensemble de la construction fédérale qui serait remise en cause : il faudrait revoir la définition du citoyen russe et la place des républiques non ethniquement russe au sein de la Fédération. Ainsi derrière ces tendances nationalistes, apparaissent des enjeux bien trop importants qui ne peuvent constituer une simple plateforme électorale.

²⁸ Il serait question (information non confirmée) qu'il concourt aux élections législatives sur la liste du Parti des Patriotes de Russie (leader : Guenadi Semiguine), lequel devrait à peine dépasser les 7%.

²⁹ Interview de l'auteur, 6 août 2007.

L'échec politique du nationalisme

Dans ces conditions, défaut de leadership réel et dilemmes idéologiques majeurs, le nationalisme peine à trouver une traduction politique effective.

- Le courant nationaliste dans son ensemble présente trois mesures phares, qui ne sont manifestement pas à la hauteur des attentes.

La première, et principale, vise à rétablir un régime de visa pour tous les ressortissants de CEI. Etant déjà le cas pour la Géorgie, cela concerne donc essentiellement les républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan. Il n'est pas certain compte tenu de la corruption largement répandue de part et d'autre que cette formalité freine les flux de migrants. Rien n'est dit par ailleurs sur les dizaines de milliers de Chinois qui traversent chaque jour illégalement la frontière pour venir travailler en Sibérie.

La seconde exige le vote d'une loi facilitant le retour des citoyens russes de l'étranger. Ce débat date du début des années 90 et il n'est pas évident aujourd'hui que les Russes de l'étranger souhaitent revenir. Cette proposition relève du faux problème.

Enfin, la troisième mesure phare envisage d'organiser une sélection des immigrés en Russie, en fonction du niveau d'étude, de l'origine sociale et de la connaissance de la langue russe. C'est un détail très loin des préoccupations des Russes moyens qui se croient menacés par l'afflux massif de migrants caucasiens, notamment nord caucasiens, et centrasiatiques.

- Le nationalisme n'a de pertinence que civile. Il s'avère un excellent instrument de mobilisation des foules dans la rue mais ne paraît pas très adéquat, encore, pour la conquête du pouvoir.

C'est pourquoi le mouvement DPNI sera beaucoup plus efficace en dehors de tout engagement politique. Alexandre Belov se garde bien d'ailleurs d'en faire un parti politique. Il n'est pas lui-même candidat à la Douma. L'influence nationaliste ne vaut ici que parce qu'elle est non politisée.

Rien ne permet d'exclure, cela dit, une politisation de l'influence nationaliste sous certaines conditions, même de manière opportuniste, sous la bannière d'une opposition émergente.

L'opportunisme, source d'une alternance en Russie ?

Il semble difficile, si ce n'est impossible, aujourd'hui en Russie, de fonder une opposition sur la force d'une idée. La ressource idéologique, selon les cas, a trop perdu ou n'est pas suffisamment élaborée pour constituer la base d'un mouvement critique efficace. Cependant, dans ce contexte d'épuisement de l'idée politique, l'opposition semble émerger sur des bases nouvelles, assez différentes, plus opportunistes certainement et plus pragmatiques en somme.

Narod, une tentative nationale démocrate

Ce mouvement récent, apparu à l'été 2007, se présente comme la synthèse de Iabloko et de Rodina (version nationaliste) ; il voudrait réunir les partisans de Grigori Iavlinski et de Dmitri Rogozine. Il s'agit au fond de profiter de la vague nationaliste en l'épurant de ses scories racistes et xénophobes. L'idée avouée est de construire un nationalisme civilisé, respectueux des libertés fondamentales de l'individu, qui serait ainsi présentable à l'étranger. Au regard des quelques considérations analytiques précédentes, ce projet paraît judicieusement positionné. L'électorat russe sans être hostile aux pratiques démocratiques se méfie du libéralisme et apprécie les mobilisations citoyennes au nom de la grandeur russe. La deuxième édition en 2006 de la Marche russe, organisée depuis peu le 4 novembre de chaque année, a ainsi rassemblé dans plusieurs villes de Russie, dont entre autres Moscou, Saint-Pétersbourg, Novossibirsk, Stavropol, Irkoutsk, Briansk, Vladivostok et Cheliabinsk, plusieurs milliers de personnes.

Narod opère un grand écart idéologique. Ses deux leaders sont issus de la mouvance démocrate. Sergueï Gouliaev, figure centrale du mouvement, ancien spetsnaz et journaliste de guerre, a été élu à la Douma de Saint-Pétersbourg sous l'étiquette Iabloko³⁰. Alexis Navalnie, journaliste et co-fondateur du groupe, est membre du parti de Grigori Iavlinski. Toutefois Narod recrute également à gauche, dans les milieux communistes et d'extrême gauche. Ainsi les deux autres principaux animateurs du mouvement, Zahar Prilepen et Piotr Miloserdov, ont étroitement collaboré avec le NBP et le Parti communiste. Politiquement, le programme s'apparente à celui de DPNI : rétablissement du visa pour les ressortissants des pays de la CEI, loi sur le retour des Russes de l'étranger, soutien à la Marche russe, volonté d'ouverture vers l'Occident. Cela n'a pas empêché Sergueï Gouliaev de se présenter aux primaires du collectif « Une Autre Russie » et l'ensemble des membres de participer à titre individuel aux actions de ce groupe, notamment aux Marches du Désaccord, à venir et passées. En effet, il n'y a pas de contradiction évidente entre la revendication d'une démocratie en Russie et la protection des intérêts des Russes, terme entendu au sens territorial (citoyens de la Fédération de Russie) qui pourrait, cela dit, rapidement prendre une connotation ethnique.

³⁰ La liste de Iabloko n'ayant pas été autorisée à concourir au cours des dernières élections régionales de mars 2007, Sergueï Gouliaev se retrouve actuellement sans mandat.

Narod n'est pas destiné à devenir un parti politique, ce qui serait trop restrictif. Le mouvement est supposé fonctionner à la manière d'un catalyseur national démocrate, attirant l'ensemble des mouvements et structures nationalistes ou démocrates. Fort du potentiel mobilisateur des groupes nationalistes et des revendications libérales de la mouvance démocrate, il constituerait alors, si ce n'est une opposition au régime, au moins un puissant vecteur d'influence qui ne serait pas contraire aux intérêts européens. En aucun cas, on l'a vu, les leaders nationalistes russes rejettent les relations avec l'Ouest. Sous quelles conditions cependant cela est-il possible ? Comment Narod peut-il exister politiquement en Russie dans les mois prochains ?

- Il faudrait que Sergueï Gouliaev puisse valoriser sa candidature à la candidature unique du mouvement « Une Autre Russie ». Malgré son faible score lors des primaires, il peut encore espérer une exposition médiatique, s'il reste un porte-voix essentiel du collectif et un soutien fiable et zélé de Garri Kasparov. Pour durer ensuite et promouvoir Narod, il aura besoin de retrouver ou se construire une visibilité politique, qu'offre par exemple un mandat de député. Cela devrait être compliqué.
- Il pourrait être pertinent également, à terme de s'allier avec DPNI. Il est certain que Narod qui ne dispose d'aucune force populaire aurait tout à gagner d'un tel rapprochement. DPNI de son côté, pourrait profiter d'une certaine caution démocratique. L'idéal ensuite serait que Dmitri Rogozine s'associe et dirige cette nouvelle formation. Les membres de Narod interviewés, ainsi qu'Alexandre Belov ne l'excluent pas.

Cela dit, le risque est grand de voir DPNI, beaucoup plus effectif, mieux structuré et plus puissant, absorber Narod. Ce n'est pas la première fois qu'une alliance nationale démocrate est tentée. Or la tendance nationaliste a toujours fini par dominer les aspects libéraux et démocratiques. On voit mal en effet comment DPNI pourrait se laisser influencer. Les bulletins d'informations que publie le mouvement sont à ce titre très éloquentes et assez radicaux³¹. Les Tchétchènes sont systématiquement critiqués, stigmatisés ou moqués ; les rivalités interethniques en Russie (Kondopoga, Stavropol³²) sont amplifiées ; une page spéciale enfin est réservée aux moyens violents de self-défense (participation à un groupe de self-défense citoyenne, modalités d'acquisition d'une arme à feu) ; autant de pratiques pour le moins éloignées des positions modérées et libérales d'un mouvement démocrate.

La survie politique du mouvement Narod, en tant que tel, n'est donc pas assurée. Tout dépendra de la réussite personnelle de son leader, notamment au sein du collectif « Une Autre Russie » et des alliances du groupe qui ne devront surtout pas être précipitées. S'il parvient à se maintenir au-delà de la succession présidentielle de mars 2008, il pourrait être alors amené à participer de manière significative à la reconstruction d'une opposition.

³¹ Bulletin d'information *Dozor* ; début de publication en janvier 2007.

³² Ces deux villes ont été ces derniers mois le théâtre tragique de heurts opposant des membres des communautés caucasiennes (Tchétchènes et Géorgiens) et de groupuscules russes xénophobes.

Sergueï Chargounov, l'opportunisme prometteur

Jeune leader du mouvement de jeunesse Hourra, affilié au parti Russie Juste, il n'est pas réellement à sa place au sein de cette formation. Sans troupe mobilisée, sans appuis déterminants au sein du leadership du parti, il ne parvient pas à s'imposer. Concurrencé de surcroît par Pobeda, autre mouvement de jeunesse du parti, dirigé par Dmitri Goudkov qui dispose, lui, par le biais de son père des soutiens nécessaires au conseil de direction, il n'est pas un acteur qui compte pour Russie Juste. Cependant, il continue, maintient ses positions et poursuit ses activités. Son unique but, pour le moment, est d'obtenir un mandat de député fédéral. Intégrer le parti lui a paru le meilleur moyen d'atteindre cet objectif à court terme³³. Il reconnaît lui-même d'ailleurs s'être engagé par calcul politique, considérant qu'il faut mieux être à l'intérieur du système pour espérer le changer. Il avait auparavant milité pour NBP et été tenté un temps par Iabloko. Cette indécision opportuniste l'a quelque peu décrédibilisé aux yeux d'une partie des milieux journalistiques et politiques moscovites.

Il n'en garde pas moins d'indéniables qualités personnelles qui lui ouvrent d'importantes perspectives politiques. La plus significative, outre des talents d'écrivain, un certain charisme et une aisance oratoire, est sans doute sa capacité au leadership. A 25 seulement, il avait ainsi dirigé le puissant mouvement de jeunesse du parti Rodina, Za Rodina, sous la supervision de Dmitri Rogozine. A ce titre, il a été un observateur actif du rapport de forces permanent entre Rodina et le Kremlin au cours de l'année 2005. Il s'est d'ailleurs illustré à plusieurs reprises cette année là contre les mouvements de jeunesse loyaux à Vladimir Poutine, les Nachi et les Molodaïa Guardia, qui ont constitué la cible principale des actions de Za Rodina. Au mois de décembre également, alors que Rodina venait d'être exclu du scrutin législatif à la Douma de Moscou, il a tenté d'initier des rassemblements de jeunes sur le modèle de la révolution Orange mais semble en avoir été empêché puis dissuadé par les services de sécurité.

Actuellement, il est intéressant de noter qu'au sein de Russie Juste, Sergueï Chargounov n'a pas abandonné son hostilité aux mouvements poutiniens : en mai 2007 par exemple, des heurts violents ont opposés des membres de Hourra et un groupe des Molodaïa Guardia. Ses priorités politiques au fond ne semblent pas avoir beaucoup évolué, en dépit de ses hésitations partisans. Il était et reste méfiant vis-à-vis du nationalisme, des mouvements aux allures xénophobes tels que les Nachi, DPNI ou maintenant Velika Russia ; il trouvait déjà le positionnement de Za Rodina excessif sur ce point. Il n'a pas cessé de constater que le parti Russie Unie et le Kremlin ont confisqué les marges de manoeuvre politiques et interdisent le débat ; il souhaite en somme depuis le début que soient garanties en Russie des pratiques européennes, libérales et démocrates, de faire de la politique.

C'est aujourd'hui un discours d'opposition au sein d'un parti loyaliste. Mais comment éviter ce parcours, lorsque les partis d'opposition en Russie depuis 2000 ont disparu (Iabloko) ou sont trop radicalisés au point de refuser le pouvoir (NBP) ? Sergueï Chargounov avoue avoir hésité à s'engager en 2007 au sein du collectif « Une Autre Russie », mais n'a pas cru en sa réussite.

Ce jeune leader moscovite paraît incarner exactement une voie moyenne et équilibrée de la politique russe. Il est bien évident qu'il n'a aucun rôle stratégique actuellement. Ses seules activités consistent à critiquer les mouvements Nachi et Molodaïa Guardia. A terme cependant, il ne faudrait pas exclure qu'il connaisse le succès politique.

³³ Selon plusieurs observateurs, cela semble difficile pour décembre 2007, compte tenu de la circonscription et de sa place sur la liste. Il concourra en troisième position à Belgorod, ce qui ne devrait pas être suffisant. Il a manqué malheureusement la troisième position sur la liste Russie Juste de Moscou, pour laquelle il était pressenti et qui lui aurait assuré l'élection.

Le SPS, à l'affût d'un renouveau libéral au Kremlin

Le SPS joue son avenir politique lors de la prochaine élection législative. Avec une représentation parlementaire minimale depuis 4 ans, le parti libéral peine à conserver sa crédibilité d'acteur majeur de la scène politique russe. Beaucoup au SPS semblent ainsi croire qu'une nouvelle exclusion de la Douma pourrait être fatale³⁴. Pour les dirigeants du parti, il n'y a donc pas d'autre alternative que la négociation avec le Kremlin, afin de réintégrer le système. Ceux-là cherchent aujourd'hui très activement à convaincre les autorités russes de leur donner l'autorisation de pouvoir dépasser, si l'électorat le veut, le seuil des 7% et d'ainsi redevenir un rouage, plus ou moins dépendant du régime. Anatoli Tchoubaïs joue ici un rôle de premier plan. Ses déclarations et contacts valent davantage que les pourparlers que peut conduire Nikita Belykh avec Vladislav Sourkov ou d'autres hommes d'influence au Kremlin.

La stratégie du parti dans son ensemble, telle qu'elle apparaît, consiste globalement à ouvrir des espaces possibles de coopération, si une occasion devait se présenter. C'est en tout cas ainsi qu'il faut comprendre les doubles jeux et doubles déclarations des leaders du SPS. D'une part, il semble qu'il ne soit pas envisagé de se rapprocher de Mikhaïl Kassianov, d'autre part, il n'a jamais été exclu formellement qu'en janvier 2008 Kassianov précisément puisse devenir le candidat du parti, si le Kremlin le laisse faire³⁵. De même, concernant le processus de succession de Vladimir Poutine, Nikita Belykh a laissé entendre³⁶ que le parti pourrait soutenir l'héritier désigné, en espérant en fait que le président choisisse Dmitri Medvedev ou Sergueï Narichkine, réputés proches du groupe dit des économistes libéraux (German Gref, Alexis Koudrine, Anatoli Tchoubaïs et la plupart des oligarques). En somme, le SPS se prépare à retrouver une action politique quelque soit le cas de figure de la succession. Dans les deux situations considérées ici, les positionnements n'apparaissent jamais contraires aux intérêts ou choix du Kremlin.

Ces préparatifs ne valent cependant que si le parti est capable de prouver qu'il pèse encore d'un poids électoral significatif sur la scène politique. Le SPS ainsi a sollicité les services d'Anton Bakov, député de la Douma³⁷, qui a initié une nouvelle forme de campagne politique fondée sur le porte-à-porte. Le cœur du projet, financé par Anatoli Tchoubaïs, est de cibler directement l'électorat de base et de leur présenter de vive voix les grandes lignes du programme du SPS. Des journaux sont édités et des tracts distribués à l'appui. L'opération, qui a commencé au début 2007, a d'ores et déjà eu quelques résultats intéressants en région : le SPS a ainsi atteint 16% des voix à Perm et dépassé les 7% dans la plupart des scrutins régionaux du printemps 2007.

Le SPS, pour le moment, n'est pas engagé dans une démarche d'opposition au Kremlin. La stratégie poursuivie actuellement en tout cas ne le laisse pas penser. Il s'agit d'une entreprise préparatoire à de futurs rôles politiques au sein du système de pouvoir russe tel qu'il sera transmis en mars 2008. Cependant au-delà de cette date, la situation reste largement ouverte, puisque personne n'est encore capable d'imaginer ce que sera devenue la Russie.

³⁴ Cette information a été confirmée par plusieurs jeunes leaders interviewés.

Entretiens avec l'auteur, juillet 2007.

³⁵ Le bruit court à Moscou que le Kremlin aurait accepté le principe d'une candidature de Mikhaïl Kassianov financée par Oleg Deripaska, à la condition que l'ancien Premier ministre quitte le collectif « Une Autre Russie », ce qu'il a fait, pour des raisons encore obscures, au début juillet 2007.

³⁶ Propos rapportés par Ilya Iachine, qui lui a posé directement la question lors d'une assemblée tenue au début de l'été 2007. Cependant, lors d'une longue interview accordée à *Moskovskie Novosti*, Nikita Belykh prend soin de ne pas aborder la question. *Moskovskie Novosti*, n°30 (1397) 03-09.08.2007, p10-11.

³⁷ Populaire dans l'Oural pour les actions sociales qu'il y a menées au cours des années 90.

Synthèse et recommandations

Il est évident que l'émergence, même opportuniste, d'une opposition substantielle et crédible au système Poutine ne tient pas seulement à la mobilisation de la jeunesse russe, libérale, démocrate, sociale-démocrate et/ou nationaliste. Ces mouvements jeunes, essentiellement civils, ne font que révéler des tendances plus profondes de la vie politique russe. La présente étude, d'ailleurs, a traité autant des différents groupes caractérisés au préambule que des partis « adultes » auxquels ils sont affiliés, à savoir Russie Juste, Velika Russia, Rodina, Iabloko et le SPS, dont, pour ce dernier, le potentiel d'opposition à venir doit être considéré.

Pour autant, il serait erroné de négliger le rôle des mouvements de jeunesse en Russie. Ceux-là présentent deux atouts majeurs pour toute stratégie politique. Ils constituent d'abord et naturellement, des viviers importants de ressources, véritables bases d'appuis et réserves de soutiens. Ils sont ensuite l'un des lieux les plus favorables à l'émergence des futurs leaders, ceux qui, à l'horizon de la prochaine législature, fin 2011 en Russie, pourraient être amenés à exercer une influence de premier plan (en dehors de la jeunesse) sur la scène politique russe.

Vu de l'extérieur ainsi, de l'Union européenne en particulier, il peut être pertinent de tenir compte de ces groupes dans la gestion des relations politiques avec la Russie ; d'autant que ces mouvements n'ont pas la retenue, excessive parfois, des partis installés. Concrètement, il pourrait être dans l'intérêt de l'Union européenne de :

- Manifester un soutien politique à Sergueï Gouliaev, leader du mouvement Narod et candidat à la candidature en septembre 2007 au sein du collectif « Une Autre Russie ».
Il est important de l'aider à maintenir l'équilibre entre la démocratie et le nationalisme. Une petite audience européenne sans aucun doute, par le biais de rencontres et de conférences, crédibiliserait cette composante démocratique.
- Suivre le parcours de Sergueï Chargounov. S'il parvient à percer, il serait alors très certainement un interlocuteur de choix, fiable et ouvert, pour les responsables européens en charge des relations avec la Russie.
Il serait bon par exemple qu'il participe au développement des relations internationales du parti Russie Juste sous la direction de Boris Guseletov, député de la Douma et responsable du secteur au parti depuis juin 2007. Boris Guseletov en particulier dispose de très bons contacts avec le parti socialiste européen.



L'Europe, notre seule frontière

Qui sommes-nous ?

Fondé en 2003, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Nos axes de recherches.

La démarche de l'Institut Thomas More est pluridisciplinaire. Il développe quatre programmes de recherches :

- Vivre l'Europe. Avenir de l'Europe - Politiques européennes - Enjeux économiques européens.
- Identités européennes. Education & Cultures - Enjeux sociétaux - Politiques & enjeux démocratiques.
- Enjeux géopolitiques. Géopolitique européenne - Relations transatlantiques - L'Europe face au monde.
- Mondes en développement. Migrations - Afrique - Nouvelles solutions de développement.

Notre réseau.

L'Institut, structure européenne, s'appuie sur un réseau de Comités nationaux et de correspondants dans de nombreux pays en Europe et dans le monde. Ils sont pour lui des relais d'influence et de notoriété. Ils permettent d'assurer une présence et une visibilité fortes de l'Institut, de développer et d'animer son réseau d'experts, de lui assurer une capacité de réaction et d'anticipation face à des sujets émergents ou à des problématiques nationales. Nous sommes ainsi présents dans plus de 8 pays européens.

Bruxelles - Avenue Eugène Demolder, 112 - B-1030 Bruxelles.

Tel : +32 (0)2 647 32 34 ; Fax : +32 (0)2 646 28 21.

Paris - 9, rue d'Enghien - F-75010 Paris

Tel : +33 (0)1 49 49 03 30 - Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

www.institut-thomas-more.org - info@institut-thomas-more.org



Né à Genève, durant l'été 2006, Multipol est un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs et d'experts en relations internationales, provenant de milieux professionnels tels que la justice internationale, la diplomatie multilatérale et bilatérale, la recherche et la formation, la fonction publique internationale.

Sa première et principale réalisation est le site www.multipol.org, plateforme d'échanges, d'analyse et d'information en temps réel sur l'actualité internationale. Ce nouveau media se positionne ainsi entre les publications journalistiques, qui manquent parfois de recul et de données précises sur les événements de la scène internationale, et les publications scientifiques, qui paraissent dans un délai souvent trop tardif.

Le réseau Multipol est régi par une association de droit suisse, apolitique, non religieuse et à but non lucratif. Il est composé d'une vingtaine de membres spécialisés dans les différentes branches des relations internationales (droit international, science politique, géopolitique, économie internationale, géostratégie, etc.).

Il est établi pour :

- Animer un réseau de chercheurs et de professionnels issus de cultures, de nationalités, de localisations, de formations et d'environnements professionnels différents.
- Proposer un support d'information innovant et rigoureux, offrant à la fois des analyses de fond et des brèves d'actualité internationale, publiés par des chercheurs et des experts en relations internationales.
- Permettre aux membres de ce réseau de publier leurs analyses et les informations dont ils disposent dans un délai très court.
- Organiser des colloques visant à diffuser la connaissance du droit et des relations internationales.
- Etablir des liens avec des institutions et organismes poursuivant des buts analogues ou voisins.
- Proposer l'expertise scientifique de ses membres.

www.multipol.org - contact.multipol@gmail.com